



## Conseil économique et social

Distr. générale  
8 décembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la session extraordinaire  
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes  
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement  
et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Gazeteciler ve Yazarlar Vakfi, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La présente déclaration est publiée sans avoir été revue par les services d'édition.



## Déclaration

L'Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement, récemment publiée par ONU-Femmes (octobre 2014), a une fois de plus établi l'importance de l'égalité des sexes pour un développement durable, au-delà d'être un « impératif moral et éthique ». La durabilité tant demandée, pour combler les lacunes et rectifier les faiblesses des Objectifs du millénaire pour le développement, après-2015, ne saurait aucunement ignorer et négliger le rôle des femmes en tant que bénéficiaires et agents de mise en œuvre des objectifs de développement durable nouvellement fixés. Comme l'indique le rapport d'ONU-Femmes, « les femmes ne doivent pas être considérées comme des victimes, mais comme des acteurs incontournables dans la quête du développement durable ».

Le rôle central des femmes et de l'égalité des sexes dans le développement durable figure depuis longtemps sur l'agenda des Nations Unies, que ce soit dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992) ou dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés par les États Membres en 1995.

En raison du peu d'intérêt accordé aux femmes dans les Objectifs du millénaire pour le développement, un accent plus fort est mis sur l'égalité des sexes et ses perspectives dans tous les domaines du développement dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20), qui a posé les trois piliers du développement durable qui sont d'ordre économique, social et environnemental.

Gazeteciler ve Yazarlar Vakfi a décidé d'assumer sa responsabilité d'organisation de la société civile pour promouvoir le rôle central de l'égalité des sexes dans le développement durable. Du 31 mai au 1er juin 2014, elle a organisé le Sommet d'Istanbul sous la forme d'un forum multipartite suivant une approche bien spécifique intégrant la société civile et soucieuse de l'égalité des sexes. La première rencontre de ce forum, qui avait pour thème « Point de vue des femmes sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 », visait à s'assurer que l'opinion des femmes était véritablement prise en compte dans les discussions devant définir les objectifs de développement durable.

L'importance de ce thème a été confirmée par la présence de plus de 300 participants venus de 45 pays, y compris des membres d'organisations non gouvernementales, des parlementaires, des universitaires, des activistes et des journalistes, avec une écrasante majorité de femmes.

Le Sommet comprenait le 31 mai des séances de discussion sur les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, avec la participation d'experts qui se sont penchés sur la question de l'égalité entre les sexes dans leurs analyses. Le 1er juin, les participants ont pris part à sept groupes de travail parallèles. À la fin de leurs travaux, chacun des groupes a présenté cinq déclarations finales pour conclure ses suggestions, lesquelles ont constitué le document final des groupes de travail du Sommet d'Istanbul. Une table ronde réunissant des parlementaires s'est tenue simultanément avec les groupes de travail, avec un groupe de parlementaires provenant du Bénin, du Ghana, de la Grèce, de la Guinée, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Kirghizistan, du Niger, de la Norvège, de la Suisse, de la Tanzanie et de l'Ukraine. Leur appel à l'action a été déclaré document final du Sommet.

Ainsi, le Sommet d'Istanbul de 2014 s'est achevé avec l'adoption de trois documents finaux : la Déclaration finale, le Document final des groupes de travail et l'Appel à l'action des parlementaires. Une approche globale pour un développement durable inclusif et intelligent a été ainsi adoptée avec les propositions de différents groupes de la communauté internationale.

### **Contenu de la Déclaration finale**

Cette déclaration décline le principe général du Programme de développement pour l'après-2015 et met l'accent sur le rôle de la société civile du point de vue des femmes, tel que souligné lors des échanges.

### **Principes généraux des objectifs de développement durable**

L'autonomisation des femmes est la pierre angulaire d'un développement durable inclusif. Elle comprend :

- Les droits des femmes en termes d'accès à la santé (surtout pour réduire les taux inacceptables de mortalité maternelle), à l'éducation, aux ressources productives et aux opportunités, y compris aux conditions d'emploi sûres;
- L'élimination de la discrimination sous toutes ses formes et de la violence à l'encontre des femmes et des filles;
- La reconnaissance que la paix et le développement sont inextricablement liés et qu'il ne peut y avoir de paix sans autonomisation des femmes.

À la lumière des points ci-dessus, le groupe propose l'égalité des sexes devant la loi, sur le lieu de travail et à la maison comme un objectif autonome à intégrer dans tous les autres objectifs.

Le Sommet a mis l'accent sur la nécessité d'un développement durable intelligent et inclusif, respectueux des personnes et de la planète.

Le Sommet a par ailleurs souligné les liens entre les éléments suivants et les a mis en évidence : l'autonomisation des femmes, l'élimination de la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, l'alimentation en eau, l'assainissement, l'environnement, le changement climatique, l'énergie, le développement économique durable, la paix et la bonne gouvernance.

Le Sommet a plaidé pour l'universalité des objectifs de développement durable pour tous les peuples et dans tous les pays.

### **Rôle de la société civile**

Le Sommet a permis de sensibiliser davantage la société civile sur les nombreuses opportunités offertes par le processus d'élaboration des objectifs de développement durable et a par ailleurs encouragé sa participation.

Il a en outre reconnu l'importance de la société civile dans la mise en œuvre des objectifs, de leur suivi et de la responsabilité.

Le Sommet encourage les pouvoirs publics à travailler en collaboration avec les organisations de la société civile et le secteur privé.

Il encourage les participants à entrer en contact avec leurs réseaux et communautés et à les mobiliser afin qu'ils s'impliquent dans le programme de développement durable pour l'après-2015 au niveau local, national et mondial.

## **Document final des groupes de travail**

### **Autonomisation des femmes**

Les filles et les femmes sont victimes d'abus. Toutes les formes de violence doivent être éliminées.

Le groupe de travail souhaite promouvoir les objectifs autonomes de développement durable.

L'autonomisation des organisations non gouvernementales est nécessaire si l'on veut sensibiliser le public aux différentes conventions et divers protocoles.

Les femmes leaders et les modèles positifs dans les médias doivent être encouragés.

La pauvreté représente toujours un défi. L'autonomisation économique des femmes doit être garantie. La vie des femmes doivent être améliorées.

### **Environnement, changement climatique et énergie**

La responsabilité première de la baisse des émissions de carbone et de la réparation des dommages incombe aux pays dont les émissions moyennes sont les plus élevées (par rapport à leur population).

Les dommages causés à la biodiversité doivent cesser immédiatement car ils sont irréversibles; il importe par ailleurs de trouver et de promouvoir de nouvelles méthodes de production compatibles avec la biodiversité.

Les ressources naturelles (y compris l'eau et la terre) doivent être gérées de manière transparente, participative et responsable en y impliquant toutes les parties prenantes, en particulier les populations locales.

Il importe de sensibiliser sur les conséquences environnementales de nos modes de vie et de nos modes de consommation par le biais de l'éducation et de la communication pour matérialiser le développement durable ; il faut également encourager et promouvoir les mesures/efforts délibérés pour remédier à cette situation.

En outre, il faut encourager, faciliter et garantir la participation active des femmes à la prise de décision sur les questions environnementales.

### **Élimination de la pauvreté**

Faciliter l'accès des femmes au crédit sans garantie en utilisant le capital intellectuel pour sécuriser les prêts.

Le moyen le plus efficace de lutte contre la pauvreté consiste à transformer les pauvres en producteurs actifs.

Les pouvoirs publics doivent fournir des terres aux groupes de femmes.

Générer des revenus et promouvoir l'identité culturelle par le biais de l'héritage culturel et naturel de la communauté.

Mettre en place des structures globales favorables à la législation en matière de propriété intellectuelle en créant des certifications spéciales et des marques collectives pour les producteurs locaux pour protéger la créativité de tous, notamment celle des femmes.

### **Santé**

Recommander un investissement adéquat dans les systèmes de santé, renforcer les infrastructures et élaborer des politiques économiques et sociales pour répondre aux besoins des femmes et des filles en matière de santé.

S'assurer de la réactivité des systèmes de santé aux besoins des femmes et des filles en matière de santé physique, mentale, sexuelle et procréative pendant toute leur vie en prêtant attention à toutes les formes d'inégalités.

Reconnaître l'importance de la mise en œuvre au niveau national et du rôle de la société civile et d'autres organismes compétents dans la mobilisation et l'exécution des politiques et des programmes liés à la santé des femmes et des filles.

Veiller à ce que les femmes et les filles jouissent de leur santé et de leurs droits en matière de sexualité et de procréation et prendre des mesures courageuses pour sensibiliser sur leurs besoins en matière de santé et sur l'élimination des barrières sociales et culturelles afin de garantir l'autonomisation des femmes, des filles et des communautés, notamment en ce qui concerne la formation générale et l'information sur la santé sexuelle et procréative.

Encourager les pouvoirs publics à accorder une attention particulière aux besoins des femmes en ce qui concerne leur santé globale, en particulier ceux en rapport avec les maladies non contagieuses, la santé mentale et les maladies tropicales négligées, durant toute la vie.

### **Développement économique durable**

Pour encourager les femmes à ne pas tomber dans le piège de l'hégémonie masculine, il importe de les encourager, de les former et de les motiver pour qu'elles prennent une part active au développement économique durable. Elles doivent comprendre qu'il est indispensable pour elles de faire partie du processus de prise de décisions.

Pour éliminer les barrières et accéder au marché du travail, les femmes ont besoin de savoir qu'elles bénéficieront des mêmes chances que les hommes et qu'il n'y aura pas de différence salariale motivée par le genre.

Les pouvoirs publics doivent prendre des initiatives pour instaurer une discrimination positive dans les secteurs où les femmes ont plus tendance à exercer. Le budget de l'État doit intégrer la dimension genre.

Dans le processus de développement économique, la société doit être consciente du rôle que jouent les femmes dans la cellule familiale.

Il ne peut y avoir de développement économique durable si le rôle que joue la femme dans la gestion des ressources rares au niveau du foyer n'est pas compris.

Les femmes doivent éduquer leurs enfants et les sensibiliser à la rareté des ressources et à leur utilisation rationnelle.

### **Éducation**

Une éducation inclusive des parents, des écoles, des organisations non gouvernementales, des institutions gouvernementales, des leaders, des enfants ayant des besoins spéciaux, des propriétaires d'écoles, des spécialistes, des administrateurs, des médias et des scientifiques est nécessaire. Une communication intersectorielle est tout aussi nécessaire.

Approches globales et mises en œuvre locales : les réseaux culturels et traditionnels doivent participer au processus de mise en œuvre. Les sensibilités culturelles et traditionnelles doivent être respectées. Il importe de souligner également le lancement de programmes de formation adaptés aux besoins locaux. Il importe de connaître les ressources et les besoins locaux pour mettre en place un dispositif éducatif qui réponde aux exigences de la communauté locale.

Il est important d'amener les enfants à l'école et de les y garder jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur diplôme. Commencer le plus tôt possible en collaboration avec la famille, même dès la grossesse.

Les enfants doivent pouvoir être éduqués dans leur langue maternelle.

L'éducation sexuelle des filles et des garçons est importante.

### **Paix et bonne gouvernance**

Adopter une approche globale concernant le genre, la gouvernance, les institutions et les différents enjeux.

Encourager les femmes sur la base de la méritocratie pour réduire les conflits violents qui représentent un obstacle à tous les autres enjeux, notamment le genre et la gouvernance.

Renforcer l'impact de la société civile en créant des réseaux, en identifiant et en partageant des exemples de réussite à travers l'autonomisation et en s'inspirant des bonnes pratiques d'un large éventail d'organisations et de cultures.

Promouvoir une vision du monde inspirée d'un paradigme des rapports entre les sexes qui soit inclusif, concerté et intégré.

Promouvoir et renforcer une infrastructure et une culture de la paix pouvant permettre de maintenir la dynamique des accords et des traités de paix pour parvenir à une mise en œuvre complète.

### **Document final de la table ronde des parlementaires :**

Nous devons veiller en sorte que de plus en plus de filles accèdent à l'éducation à tous les niveaux afin qu'elles puissent s'intégrer dans la société et contribuer à la paix.

L'éducation est indispensable pour les pays en développement. Elle permet de faire évoluer les mentalités. Dans ces pays, l'emplacement des écoles est également important car il facilite l'accès des filles à l'éducation. Les femmes seront beaucoup moins soumises si elles sont éduquées.

L'éducation de toutes les femmes en matière de droits de procréation et de santé est indispensable. La promotion de la planification familiale gratuite est utile.

L'accès des femmes aux fonds et aux ressources ainsi qu'un partenariat égal en matière de leadership doivent être garantis.

Le salaire égal pour un travail égal doit être garanti pour les hommes et les femmes.

Les femmes devraient pouvoir contribuer leurs propres idées à l'élaboration des politiques au lieu de se borner à suivre les hommes.

Nous devons travailler pour éliminer les préjugés sexistes dans l'élaboration de politiques et garantir une approche centrée sur l'humain.

Il importe de mettre l'accent sur l'égalité des sexes dans l'établissement du budget et d'encourager l'entrepreneuriat féminin.

Il faudra augmenter le taux de participation des femmes à la prise de décision dans les sphères législative et exécutive.

Dans les pays développés, les femmes doivent être dotées des compétences en leadership et des qualifications commerciales de base.

Davantage de femmes devraient jouer un rôle actif dans l'éducation à la construction de la paix, à l'arbitrage et à l'éducation pour la paix.

---